De la question de l'(auto)régulation des nouveaux médias en Afrique de l'ouest francophone

Enjeux éthiques et déontologiques du journalisme numérique

The issue of self-regulation of new media in francophone west africa : ethical and professional challenges of digital journalism

La cuestión de la (auto) regulación de los nuevos medios de comunicación en áfrica occidental francófona : desafíos éticos y profesionales del periodismo digital

Tahirou Kone

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ctd/960>

DOI : 10.4000/ctd.960

ISSN : 2491-1437

Éditeur

Chaire Unesco Pratiques émergentes en technologies et communication pour le développement

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2016

ISBN : 2491-1437

Référence électronique

Tahirou Kone, « De la question de l'(auto)régulation des nouveaux médias en Afrique de l'ouest francophone », *Communication, technologies et développement* [En ligne], 3 | 2016, mis en ligne le 30 octobre 2016, consulté le 14 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ctd/960> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ctd.960>

Ce document a été généré automatiquement le 14 juin 2020.

Communication, technologies et développement

De la question de l'(auto)régulation des nouveaux médias en Afrique de l'ouest francophone

Enjeux éthiques et déontologiques du journalisme numérique

The issue of self-regulation of new media in francophone west africa : ethical and professional challenges of digital journalism

La cuestión de la (auto) regulación de los nuevos medios de comunicación en áfrica occidental francófona : desafíos éticos y profesionales del periodismo digital

Tahirou Kone

Introduction

- 1 Les sociétés africaines connaissent depuis le début du XXI^e siècle des transformations portées par les technologies de l'information et le numérique. Cette (r)évolution, qui s'opère au rythme du digital, peut apporter des réponses aux nombreux problèmes qui entravent le développement de l'Afrique. Dès lors, on assiste également à une migration vers le numérique des médias africains. Aujourd'hui, à l'heure du journalisme numérique, des smartphones et des réseaux sociaux, l'information est partout¹. Avec l'essor des nouveaux médias, il se développe un journalisme numérique qui vient poser avec acuité la question de leur liberté ajustée à leur responsabilité sociale dans un secteur encore fragile, mais où, il faut bien l'admettre, les risques d'excès sont réels du fait de la spécificité du support.
- 2 Des travaux francophones sur les évolutions numériques du journalisme en Afrique comme le numéro de revue dirigé par Annie Lenoble-Bart et Annie Chéneau-Loquay mettent en perspective des analyses autour du renouvellement des pratiques journalistiques à l'ère du numérique dans les pays africains². Parmi les nombreuses critiques formulées contre les médias africains, le manque de professionnalisme et le

non respect des règles éthiques et déontologiques du métier sont récurrents³ et leur responsabilité est souvent engagée dans l'éclatement des crises que le continent a connues⁴. Alors que le développement socio-économique des États africains devrait, non seulement, s'appuyer sur des principes, mais aussi et surtout, promouvoir des valeurs en favorisant l'expression d'hommes et de femmes vertueux. Aussi, notre réflexion tente de saisir l'impact des productions journalistiques dans la qualité du débat public, la construction d'une société démocratique et la mise en place d'un « vivre ensemble pensé tel un bien commun⁵ ».

- 3 Si les réflexions de plusieurs auteurs convergent sur l'idée que les valeurs traditionnelles du journalisme devraient s'appliquer aux nouveaux médias d'information⁶, il convient, cependant, de souligner que les recherches sur l'extension des territoires du journalisme s'attachent également à analyser des pratiques et des formats journalistiques spécifiques au numérique ou qui connaissent un regain d'intérêt grâce aux possibilités techniques des dispositifs sionumériques. Un point commun de ces travaux est de croiser la question des pratiques, souvent collaboratives, celle des formats, objets voire genres journalistiques et celle du rapport au public. En outre, la plupart empruntent une perspective de constructivisme social pour saisir ces objets mouvants et hybrides⁷.

4

Al'instardesmédiastraditionnelsoùlesloisetrèglementsfixentuncadrejuridiqueavecdessanctions à la clé (peines privatives de liberté, amendes), les tribunaux moraux, à travers l'autorégulation, s'appuient sur des règles codifiées de la déontologie (devoirs et droits du journaliste). Dans un cas comme dans l'autre, c'est la question de l'offre éditoriale des sites d'informations numériques qui est en jeu, avec pour finalité la qualité des contenus. Pour se différencier du « journaliste- citoyen », les journalistes numériques doivent se conformer aux piliers normatifs de la profession et en devenir plus que jamais les vigiles. Ce texte vise, donc, à évaluer l'impact des évolutions technologiques sur la qualité des contenus journalistiques, à inciter les journalistes numériques à adhérer à un corpus de valeurs et de règles pour guider leur pratique quotidienne, et à susciter l'institution de mécanismes de régulation efficace des nouveaux médias.

- 5 Notre démarche tente de dresser un état des lieux non exhaustif de sites d'informations numériques dans l'espace ouest africain francophone et d'en analyser les cadres normatifs susceptibles d'assurer la régulation des pratiques du journalisme numérique pour saisir leur capacité à soutenir efficacement le développement socio-économique des pays.

Des mécanismes de régulation en quête d'équilibre dans l'espace des nouveaux médias

- 6 L'avènement du multipartisme en 1990 offre l'occasion à de nombreux régimes en Afrique francophone de redéfinir la loi sur la presse qui, jusque-là, s'inspire de la loi française du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Ces pays africains adoptent des lois portant régime de la communication audiovisuelle et régime juridique de la presse. Ainsi, ils affichent, dans leur législation, leur attachement aux principes d'exercice de la liberté de la presse dans le respect des lois de la République.

- 7 Toutefois, s'il est vrai que la défense et la promotion de la liberté de la presse sont nécessaires pour la consolidation du débat démocratique, il n'en demeure pas moins que de nombreuses dérives, qui défont les règles déontologiques du métier, sont constatées dans l'exercice de cette liberté. La mise en place de structures chargées de veiller au respect des normes de la pratique du métier de journaliste à l'instar des autorités régulatrices des médias est particulièrement remarquable en Afrique de l'Ouest où se trouve la plus forte concentration de ces institutions⁸.

Des instruments de la régulation médiatique à reformer

- 8 Les textes élaborés par nombre d'États ouest africains francophones pour régir la matière présentent un caractère répressif, entravant par là même, l'expression libre des différents courants de pensées. Réputées liberticides, ces législations connaissent depuis un moment, néanmoins, quelques avancées, notamment en Guinée, en Côte d'Ivoire, au Togo et au Bénin où la dépénalisation des délits de presse, notamment en ce qui concerne le délit de diffamation et celui d'offense à des personnalités publiques, est inscrite dans les lois sur la presse. Depuis mars 2015, la loi consacre aussi des innovations dans le secteur de la presse et de la communication du Bénin. Le Secrétaire Général Adjoint de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), retient pour l'essentiel

« la définition du journaliste, des assimilés et des auxiliaires, la suppression des peines privatives de libertés pour les délits de presse, les modalités de financement des médias de service public, la protection du droit à l'image, la protection de la vie privée, l'accès aux sources publiques d'information, la consécration du régime de la publicité, la reconnaissance des publications multimédias en ligne⁹ ».

- 9 Certes, si nous admettons que des avancées notables sont enregistrées en Côte d'Ivoire, au Togo et au Bénin, il faut, en revanche, bien reconnaître que leur application se heurte par endroit à des résistances comme le rappelle le journaliste togolais Saibou Mikaila Abass :

« Chez nous, tout porte à croire que l'on regrette la soi-disant dépénalisation des délits de presse rendue possible par les engagements du Togo devant l'Union européenne en 2004 et l'on s'emploie à travers l'institution de régulation et des méthodes subreptices à reprendre de la main droite ce qu'on a donné de la main gauche¹⁰ ».

- 10 Parallèlement, à côté des instruments de régulation existants et réputés liberticides, les journalistes adoptent des mécanismes d'autorégulation en prenant en compte les mutations sociopolitiques de leurs pays respectifs.
- 11 Il faut dire qu'à la différence du Sénégal et du Bénin qui connaissent des alternances démocratiques pacifiques au sommet de l'État, le Mali, la Guinée, la Côte d'Ivoire et récemment le Burkina Faso ont plutôt alterné des régimes d'exception et/ou de transition avant de s'engager dans des processus de démocratisation avec l'organisation d'élections présidentielles. En créant donc leur propre tribunal moral, les professionnels de l'information en Côte d'Ivoire visent la responsabilisation des acteurs médiatiques et surtout l'assainissement des pratiques dans leurs rangs. Mais, il y a un autre objectif majeur précise Zio Moussa, Président de l'Observatoire de la Liberté de la Presse, de l'Éthique et de la Déontologie (OLPED) :

« mettre un terme à l'emprisonnement des journalistes pour des délits de presse, en amenant le citoyen- lecteur, téléspectateur et auditeur, les pouvoirs publics à ne

plus traduire les journalistes devant les tribunaux, mais plutôt à saisir systématiquement l'Observatoire pour tout délit commis par les journalistes dans l'exercice de leur métier. Parce que si la liberté de la presse est certainement menacée par le mauvais usage qu'en font certains journalistes (liberté sans responsabilité), elle l'est d'autant sinon plus sûrement par les procès coûteux contre les médias, les emprisonnements, les amendes lourdes¹¹ ».

- 12 Dans une approche conceptuelle sur l'éthique et la déontologie, Diane de Bellescize relève que la déontologie est l'ensemble des règles de conduite qu'une profession - ici les journalistes - se donne à elle-même et dont elle est censée assurer le respect dans le cadre d'une autodiscipline ou autorégulation. Elle est souvent associée à l'éthique, que l'on peut définir comme un ensemble de règles morales observées par chaque individu en fonction de sa philosophie de la vie et de ses croyances. Ces deux concepts se complètent, poursuit-elle, la déontologie relevant de la sphère publique et l'éthique, de la sphère intime de chaque individu ; elle ne se confond pas en principe avec le droit, imposé par le législateur et dont le respect est assuré par le juge, et surtout, de multiples règles professionnelles ne sont *stricto sensu* pas du ressort du droit. Elle conclut qu'il existe, cependant, des chevauchements entre ces deux domaines distincts¹².
- 13 Dans la perspective de prendre en compte les préoccupations professionnelles, éthiques et déontologiques d'une corporation « très diverse et dont les pratiques juraient, hélas ! trop souvent avec les règles élémentaires du journalisme¹³ », l'Observatoire de la Liberté de la Presse, de l'Éthique et de la Déontologie (OLPED), pionnier en Afrique de l'Ouest, a été créé le 25 septembre 1995 lors d'un séminaire sur la responsabilité du journaliste en période électorale, organisé conjointement par le ministère de la Communication et l'Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI). Cette initiative inspire d'autres journalistes de la sous-région ouest-africaine qui à leur tour lancent des instances d'autorégulation de leurs médias avec des « formes et des dénominations différentes¹⁴ ».
- 14 La régulation et la moralisation de l'environnement des médias ainsi que la promotion et la défense de la liberté de la presse sont perçues par les pouvoirs publics et la corporation elle-même comme
- 15 « des exigences devant les dérives de certains membres de la profession ou les violations de la liberté de l'information et du pluralisme politique commis par les régimes au pouvoir¹⁵ ».
- 16 C'est, donc, pour protéger la liberté de la presse tout en conservant son indépendance par rapport aux pouvoirs publics que des mécanismes de régulation et d'autorégulation chargés de veiller au respect des règles d'éthique et de déontologie sont institués.
- 17 Toutefois, en Afrique francophone en particulier, l'autorégulation ne parvient pas, à ce jour, à jouer réellement son rôle de prévention des risques et la plupart des conseils de presse sont très fragiles¹⁶. La précarité et le dénuement de certaines de ces structures constituent des facteurs inhibiteurs de leur mission de veille et de contrôle des codes de déontologie qu'elles ont librement adoptés. Pour survivre, Marie-Soleil Frère constate qu'elles sont donc

« dépendantes des appuis des bailleurs de fonds et partenaires étrangers, qui ont le gros défaut d'être ponctuels et centrés sur des préoccupations occasionnelles : suivi d'une campagne électorale ou organisation d'un atelier de formation¹⁷ ».

- 18 Aujourd'hui encore plus qu'hier, l'avènement de l'internet avec l'explosion de nouveaux médias multiplie en effet les risques de dérapages. La numérisation du monde est en train de transformer rapidement le « *biotope informationnel*¹⁸ ». L'impact de la « *météorite Internet*¹⁹ » provoque également un changement de l'écosystème médiatique en Afrique de l'Ouest francophone.

De l'avènement des nouveaux médias au foisonnement des sites d'information

- 19 Avec le développement des technologies de l'information et de la communication, leur usage répandu dans les pays occidentaux et dans les milieux jeunes en Afrique, de nouveaux médias sont apparus pour répondre aux besoins d'information d'acteurs sociaux de plus en plus exigeants. L'émergence des TIC s'inscrit dans le processus d'informatisation des sociétés depuis 1975 par la convergence de l'informatique, des télécommunications et de l'audiovisuel. Elles participent à la transformation des modes de production, de consommation, de communication, de circulation des savoirs et d'acquisition des connaissances.
- 20 On entend par nouveaux médias, tout type de représentation et de connaissance dans lequel le signal et le contenu sont numérisés, avec une dimension de multimédialité et d'interactivité. Cette définition regroupe tout depuis le téléphone mobile jusqu'à la télévision numérique, en passant par les consoles de jeu et internet. Les nouveaux médias peuvent être désignés comme tels, car ils sont des médiateurs de la communication ; ils incorporent de nouvelles dimensions technologiques ; ils combinent les dimensions « communication interpersonnelle » et « média de masse » sur une seule et même plate-forme ; ils induisent des changements organisationnels et de nouvelles formes de gestion du temps et ils recherchent la synthèse de la rhétorique textuelle et visuelle, assurant ainsi la promotion de nouveaux publics et d'outils de recomposition sociale²⁰. L'archétype du « nouveau média » est l'internet, simultanément média de masse et média de communication interpersonnelle.
- 21 Pour Daniel Peraya, les dispositifs médiatiques articulent trois éléments indissociables les uns des autres à savoir la sémiotique, le social et la technique : « *un dispositif est une instance, un lieu social d'interaction et de coopération possédant ses intentions, son fonctionnement matériel et symbolique enfin, ses modes d'interaction propres*²¹ ». De ce point de vue, deux catégories de dispositifs s'imposent : les synchrones et les asynchrones.
- 22 Les dispositifs synchrones permettent des interactions directes, non différées, entre les participants et renferment le *Chat*, la visioconférence, l'audioconférence, la vidéoconférence, le smartphone. En ce qui concerne les dispositifs asynchrones, ils favorisent des interactions indirectes, différées entre les participants. La première génération des réseaux numériques offrait essentiellement des dispositifs de communication asynchrones. On note les sites de diffusion d'informations, les foires aux questions, les courriels, les forums, les blogs, les wikis, les Facebook, les Twitter, etc.
- 23 Notre propos, ici, s'intéresse à cette deuxième catégorie notamment les e-médias. Les médias classiques ont donné naissance à des e-médias grâce à l'internet (e-radio, e-TV, e-presse ou press.com, etc.). L'audiovisuel, l'audio et le scriptovisuel sont devenus des

supports intelligents perceptibles dans les e-médias. Le e-média se caractérise comme une continuité et une innovation médiatique majeure liées au développement des TIC.

- 24 Dans l'aménagement de l'espace des nouveaux médias, on retient deux postures : celle de la territorialité et celle de l'individualité. Le principe de territorialité donne force et loi aux États à travers les structures de régulation pour réglementer et réguler les usages des nouveaux médias. Les postures de l'individualité, elles, reposent sur le principe de la personnalité fondé sur la liberté d'expression, la diversité culturelle et linguistique, la protection de l'identité, l'égalité et la non-discrimination. Ce principe a guidé certaines pratiques aménagistes des rapports individus et médias pour une intervention soit sur les médias, soit sur les devoirs des individus.
- 25 Par ailleurs, Francis Balle distingue deux types de diffusion : de masse et de proximité²².
- 26 La diffusion de masse consiste à atteindre le plus grand nombre. Elle concerne les États, un ensemble d'États ou l'international. Alors que la diffusion de proximité table sur quelques personnes devant consommer des informations dans un cadre géographique précis à l'intérieur d'un État (ville, région, village, etc.). Ces deux types de diffusion doivent conduire les États à envisager l'aménagement d'infrastructures médiatiques (fibre optique, onde hertzienne, satellite, etc.) et les dispositions juridiques en vigueur (droit international, conventions, etc.).
- 27 À l'heure du numérique, l'activité journalistique épouse des contours fuyants et multidimensionnels. Le caractère instable de la strate numérique et la difficulté d'appréhender la panoplie des pratiques au sein d'organisations médiatiques, plurielles dans leur approche de l'information et singulières dans leurs spécificités, sont autant d'éléments qui concourent à complexifier l'étude des transformations induites par les TIC²³.
- 28 Au nombre des changements opérés par les TIC dans l'écosystème médiatique figurent en bonne place les mutations dans le journalisme, les organes de presse et les métiers de l'information vers la presse sur internet et les blogs. En outre, la forte appropriation du téléphone mobile accompagne le développement d'une presse numérique et en fait une des manifestations les plus visibles des mutations technologiques dans le secteur.

Le journalisme numérique et les enjeux déontologiques

- 29 L'essor progressif de nouveaux médias reposant sur des technologies numériques se fonde sur un éventail de nouveaux supports, à la rencontre de l'informatique et des télécommunications. Aujourd'hui, la presse en ligne n'est plus présente uniquement sur internet, mais gagne d'autres supports : smartphone, tablettes, PC portable, ordinateurs. Parallèlement à ce développement technologique sont apparus de nombreux sites en ligne. Si la plupart sont adossés à une publication papier, par exemple *Le Matinal* au Bénin, *Fraternité*, *Nouvelle Tribune*, en Guinée en plus de leur version imprimée désormais en ligne, *Le Lynx* et *L'Enquêteur* disposent de leur radio sur le web, d'autres, les *pure-players* sont nés sur internet comme *La Guérite* et *24h* au Bénin, *Connectionivoirienne.net*, *Lebanco.net* en Côte d'Ivoire, *Fasozine* ou encore *Fasonews* au Burkina Faso, *Icilomé*, *Togoinfos.com* au Togo, *boubah.com* en Guinée et *maliactu.net* au Mali.

- 30 Il faut noter, par ailleurs, que certains sites d'informations nés en ligne comme Koaci.com avec sa ligne d'appels à témoins et Alerte info, une agence de presse en ligne, tentent l'expérience du *pure-player* et sont présents dans la sous-région, notamment au Mali, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Togo, au Sénégal, etc. Des portails d'informations ont également fait leur apparition comme c'est le cas d'Abidjan.net, Lefaso.net, Conakryinfos.com, Maliweb.net, etc. Quels que soient les choix retenus, les enjeux éthiques et déontologiques se posent.
- 31 Au Burkina Faso, comme dans de nombreux États africains, en dépit de l'existence de contraintes telles que le faible niveau de connectivité, l'accès peu aisé à l'ordinateur, le faible niveau d'instruction d'une bonne frange de la population et les compétences particulières liées aux TIC, le phénomène est loin d'être marginal dans la mesure où il est porté par la presse imprimée. La presse sur internet porte la presse papier dans la mesure où elle constitue son prolongement dans le cyberspace²⁴.
- 32 Au Bénin, ou encore ailleurs en Afrique, l'usage des médias sociaux est perçu comme un phénomène assez récent, et depuis l'apparition de l'ordinateur, les méthodes de travail des journalistes ont considérablement évolué. Il y a également le téléphone portable. Objet de luxe réservé à quelques privilégiés au début des années 1990 en raison de son coût prohibitif, il s'est démocratisé ces dernières années²⁵.
- 33 Le Réseau des professionnels de la presse en ligne de Côte d'Ivoire (REPPRELICI) « a pu identifier une quarantaine de sites d'information » indique David Youant, président du Réseau. Si pour la majorité des sites c'est l'édition papier qui est mise en ligne, « à peine 10 % des sites répertoriés ont une rédaction structurée²⁶ ». Parmi eux figurent Fratmat.info, la version 2.0 du quotidien gouvernemental *Fraternité Matin* qui dispose de sa propre rédaction et produit son propre contenu et L'infodrome.com, dont le contenu bien que souvent propre au site web, est encore dominé par des articles des éditions papiers des quotidiens *Soir Info* et *L'Inter*, qui appartiennent au groupe Olympe.
- 34 Par ailleurs, il ressort d'une étude menée par le REPPRELICI que
« plus de 316 personnes sont employées par les entreprises recensées dont 186 journalistes professionnels, soit 26,66 % de l'ensemble des journalistes ivoiriens. Et 80 % des sites d'information emploient au moins un journaliste professionnel, tandis que 61 % des sites disposent d'un siège et seulement 1 % d'entre eux a un hébergeur basé en Côte d'Ivoire²⁷ ».
- 35 Ce constat n'est pas si différent de la réalité de la presse numérique au Sénégal. Le président de l'Association des professionnels de la presse en ligne, Ibrahima Lissa Faye, par ailleurs, directeur de publication de Pressafrik.com, déclare qu'
« il n'y a pas plus de 70 sites dans le pays. Mais, il y en a qui sont plus connus, qui respectent les mises à jour régulières et qui tentent de faire le travail comme il se doit. On en compte une vingtaine. Il faut préciser aussi que tous les sites ne sont pas basés à Dakar²⁸ ».
- 36 Et, différents des sites web des groupes de presse, on compte sept sites d'information : lesenegalais.net, dakaractu.com, ferlo.com, nettali.net, lepeuple-sn.com, pressafrik.com, bitimrew.net.
- 37 Dans cet environnement médiatique marqué par une dynamique dans la création de sites d'informations, de nombreux défis liés à la qualité des offres éditoriales, de production et d'accroissement publicitaire se posent, et suscitent des réflexions. Au niveau des acteurs, internet, en tant que progrès technique, entraînerait un accroissement des libertés individuelles, une meilleure communication entre les

peuples ; les migrations des médias vers le numérique suscitent des débats qui posent la question des enjeux éthiques et déontologiques des pratiques médiatiques sur les nouveaux médias.

Enjeux éthiques et déontologiques du journalisme numérique

- 38 A l'initiative de l'Association des Professionnels de la Presse En Ligne (APPEL) du Sénégal, un atelier²⁹ régional sur la régulation et le modèle économique a réuni plusieurs pays d'Afrique en vue de faire l'état des lieux de la presse en ligne, d'identifier les difficultés auxquelles sont confrontés les acteurs et surtout de proposer des axes réflexifs sur les perspectives du secteur. C'est dans cette optique que le Réseau des Professionnels de la Presse en Ligne de Côte d'Ivoire (REPPRELICI) avec l'appui technique et financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) a tenu un séminaire sur l'autorégulation et l'environnement économique des médias numériques de Côte d'Ivoire.
- 39 Dès lors, il ressort de ces différentes initiatives que la problématique de la presse numérique dans les pays de l'Afrique de l'Ouest francophone, en plus de nourrir des réflexions sur son modèle économique, ne manque pas de soulever des questions sur les dimensions éthiques et déontologiques des pratiques du journalisme numérique.
- 40 L'information en ligne est devenue plus encore qu'avant une « expérience sociale », grâce au couplage entre réseaux socionumériques et possibilités de partage en mobilité avec les smartphones³⁰, les comptes des internautes leur permettant à la fois « *de filtrer, d'accéder et de réagir à l'information* ». Cela modifie en profondeur « *l'écologie de la production et de la consommation d'informations* »³¹. Le Web 2.0, c'est l'instantanéité de l'information dont la vitesse de circulation est vertigineuse et ne connaît pas les frontières. L'exigence de réactivité régit les conditions de travail et les journalistes sont enclins à courir derrière la rentabilité plutôt que la qualité, risquant de faire davantage d'erreurs³². Ainsi, Daniel Cornu fait remarquer que l'éthique journalistique, comme toute éthique appliquée, se structure en trois niveaux : le niveau supérieur des valeurs, le niveau intermédiaire des normes, le niveau concret des pratiques. Elle n'est pas statique, mais soumise à une dynamique produite par une tension permanente entre des valeurs stables et des pratiques changeantes³³. Or, sur internet, les nouvelles circulent librement, aussitôt portées à la connaissance de tous. La tâche du journaliste est d'aider les citoyens à « *trouver et comprendre des informations qu'ils puissent croire*³⁴ ». Il n'est plus un « gardien », mais un donneur de sens, un indicateur. Ce n'est plus l'information, elle-même, déjà présente dans l'espace public, qui est en jeu. Ce sont sa fiabilité dans la relation des faits et sa validité quant au sens qui leur est donné. Il incombe donc au journaliste d'éprouver l'une et l'autre³⁵. C'est à ces questions que s'intéressent les journalistes numériques ivoiriens qui, à l'issue des travaux du séminaire de Grand-Bassam, ont décidé d'adopter la nomenclature des fautes éthiques et déontologiques déjà identifiées par l'OLPED, notamment l'incitation au tribalisme, à la xénophobie, au crime et délit, et à toutes formes de fanatisme. Toutefois, cette grille d'écoute et de lecture est enrichie avec trois nouvelles fautes mises au jour par les pratiques des journalistes numériques eux-mêmes : le montage et la rumeur ; l'absence de signature, de sources et références ; le copier-coller.

- 41 Ces fautes, identifiées par les journalistes de la presse numérique ivoirienne, sont épinglées dans de nombreux sites d'informations en Afrique de l'ouest francophone. Ainsi, au Sénégal,
- « en dehors d'un nombre réduit de sites, comme ceux des éditeurs de presse, Pressafrik, Lepeuple-sn, Nettali, Bitimrew, Lesenegalais.net ou Ferlo qui proposent régulièrement leurs propres informations, les autres sites présentent, malgré leur diversité, un contenu identique, car reproduisant intégralement, dans leur grande majorité, les meilleurs articles des quotidiens, des agences de presse, des périodiques, de certains sites d'informations ainsi que certaines émissions radiophoniques ou télévisuelles³⁶ ».
- 42 Face à la persistance de telles pratiques, le site Nettali informe ses lecteurs sur le fait qu'il est confronté à une concurrence « *bien souvent composée de portails en ligne, qui ne sont pas comme lui, dans la production d'informations, mais plutôt dans la reprise (copier-coller) des articles de la presse quotidienne, hebdomadaire, magazine écrite et du net*³⁷ ».
- 43 Ce qui est frappant, remarque Julia Cagé, lorsque l'on s'intéresse aux sites internet des principaux quotidiens d'information, c'est l'importance que prennent dans les contenus en ligne les dépêches d'agence. Une course à la primauté s'y joue, non plus une course aux scoops comme il y a quelques années, mais une course au copier-coller de dépêches AFP, quand ce n'est pas de simples tweets tout juste commentés. De plus en plus, Google News joue le rôle de rédacteur en chef pour les sites web des journaux³⁸.
- 44 De tous les enjeux déontologiques du journalisme en ligne, pour Daniel Cornu, celui qui concerne le respect de la personne est le plus évident. Par son étendue et par la pérennité de ses contenus, internet accroît les dommages provoqués par une publication portant atteinte à la réputation ou à la vie privée des gens. De ce fait, l'auteur estime que trois axes de réflexions se dégagent des nouvelles pratiques, afin que le respect de la personne humaine ne soit pas qu'une illusion perdue³⁹. D'abord, le premier se rapporte aux nouvelles frontières de la vie privée. Dans les publications des médias d'information traditionnels, les éléments rendus visibles peuvent être considérés comme publics. Or sur internet, et notamment sur le web social, « *certaines choses visibles ne sont pas pour autant publiques*⁴⁰ ». Cette exigence de transparence crée, d'ailleurs, des problèmes délicats de délation, de divulgation du nom d'auteurs de délits prescrits, ou de diffusion d'informations considérées par les autorités officielles comme des « *secrets d'État* »⁴¹. Ensuite, un autre aspect aussi important porte sur le droit à l'oubli. Ce dernier soulève plusieurs problèmes dans le cyberspace qu'est le monde numérique. En théorie, de nombreuses solutions sont envisagées pour le garantir, mais en pratique, des difficultés persistent à régler et à réglementer cette problématique au sein du cyberspace où les lois sont multiples, car spécifiques à chaque État. Le troisième axe concerne les liens hypertextuels qui offrent une ouverture à la circulation libre sur internet des informations, des opinions et des récits. Ils appartiennent à la nature profonde du réseau⁴². Aussi, la rapidité avec laquelle l'information (ou la rumeur) circule sur les réseaux socionumériques a posé rapidement des problèmes déontologiques amenant les rédactions à produire des chartes du bon usage pour éviter les risques de dérapage.
- 45 C'est pourquoi, notre approche s'inscrit dans le sens d'une adaptation des textes existants, de sorte à faire adhérer les acteurs médiatiques concernés à un corpus de valeurs et de normes spécifiques à la pratique du journalisme numérique. Car « *quel que soit son support, le journalisme demande un travail minutieux d'enquête et de vérification*⁴³ ». Par ailleurs, Regan ajoute que la pratique du journalisme a toujours été fortement

influencée par les nouvelles technologies et qu'il en va de même du cyberjournalisme qui doit respecter les valeurs fondamentales du métier, tout en subissant d'importantes transformations, notamment par l'importance qu'y prend le public qui peut de plus en plus réagir aux reportages et articles grâce à l'interactivité d'internet⁴⁴.

- 46 S'il est vrai que les textes normatifs spécifiques du cyberjournalisme sont relativement rares⁴⁵, il faut néanmoins reconnaître avec Larry Prior que sans le respect des valeurs traditionnelles du journalisme, les nouveaux médias vont sombrer dans le divertissement, la rumeur, les insinuations et le sensationnalisme et le respect de ces valeurs est une protection contre d'éventuelles réglementations gouvernementales. Dans cette perspective, il faut bien l'admettre, les règles déontologiques du journalisme en ligne ne sont pas si différentes de celles du journalisme traditionnel. Ce qui diffère, c'est le support. Aussi, en tenant compte de la particularité du support dont l'accessibilité offre un public aussi large qu'épars à la presse en ligne, il se pose alors la question de savoir comment prendre en compte cette spécificité pour, d'une part, ne pas soustraire les journalismes numériques à leurs obligations professionnelles et, d'autre part, promouvoir les entreprises de presse en ligne dans les processus de démocratisation en cours dans nombre d'États africains.

De la co-régulation à la nécessaire convergence institutionnelle

- 47 La co-régulation devrait favoriser une démarche complémentaire des instances de régulation et d'autorégulation, mais aussi des organisations professionnelles de journalistes, des structures d'aide et de soutien aux médias et des commissions d'attribution de la carte de journaliste professionnel dans le but d'assainir, crédibiliser et valoriser les pratiques journalistiques. Pour y parvenir efficacement, il appartient aux pouvoirs publics et aux acteurs des médias d'améliorer le cadre législatif et réglementaire de la régulation et d'institutionnaliser les organes d'autorégulation afin de les sortir de la léthargie et de la précarité afin qu'ils puissent assurer avec efficacité leur mission de promotion et de défense de la liberté de la presse. Aussi, les différents acteurs concernés pourraient définir clairement des mécanismes de co-régulation qui ne se limiteraient pas qu'aux périodes électorales. Au Bénin, par exemple, en ce qui concerne les manquements dans le domaine des communications en ligne ou par GSM, à l'exception des correspondances privées, les décisions de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), sanctionnant les dits manquements, sont prises en collaboration avec l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques de la Poste (ARCEP).
- 48 Le Réseau des Professionnels de la Presse en Ligne de Côte d'Ivoire (REPPRELICI) a institué en décembre 2015 un Observatoire des Médias Numériques de Côte d'Ivoire (OMENCI), qui vise, entre autres missions, la labellisation des sites d'informations ivoiriens par une distinction représentée par une échelle de trois couleurs différentes : Orange, Vert et Bleu. D'abord, l'Orange s'obtient après une déclaration auprès du Réseau des Professionnels de la Presse en Ligne de Côte d'Ivoire (REPPRELICI) attestant que la publication répond aux exigences des lois et règlements en vigueur sur la création d'un organe de presse en ligne. Ensuite, le Vert est obtenu après deux années d'exercice au cours desquelles le titre concerné n'a pas fait l'objet de plus de huit sanctions en moyenne par mois. Puis, le Bleu se décerne trois ans plus tard sous réserve de ne pas commettre également en moyenne plus de huit fautes mensuellement. Enfin,

l'instance d'autorégulation (OMENCI) se réserve le droit d'apprécier les fautes selon la période et la nature des sanctions, surtout que les plus lourdes pourraient constituer un handicap pour la labellisation.

- 49 Ce processus de labellisation poursuit l'ambition de distinguer les sites d'information à partir de la qualité de leur offre éditoriale et surtout du respect des règles éthiques et déontologiques de la pratique du métier. Mais bien avant, la rencontre de Dakar préconisait, en octobre 2014, la création d'une instance sous-régionale francophone d'autorégulation de la presse en ligne. Les discussions avaient abouti à la proposition d'une charte des journalistes de la presse en ligne du Sénégal applicable dans les autres pays pour donner corps à l'autorégulation normative.
- 50 Dès lors, s'il apparaît que les travaux des différentes associations de la presse en ligne visent à garantir une autorégulation sectorielle du fait de la spécificité de leur support, il ne faudrait pas avoir une approche moniste de la régulation de la presse numérique. Autrement dit, ne faudrait-il pas inscrire la démarche dans un cadre qui fait intervenir plusieurs organes, notamment ceux déjà existants et bien entendu, à travers la mise en place d'une instance transversale de régulation ?
- 51 Sur la question, l'harmonisation des dispositifs institutionnels de régulation nourrit de nombreux débats. Ces discussions achoppent, notamment, sur la mise en place d'un régulateur unique pour les secteurs des médias, des télécommunications et de l'informatique. En d'autres termes doit-on aboutir, *in fine*, à l'institution d'un régulateur convergent qui s'occuperait simultanément des services convergents ? Dans le cadre de la convergence technologique, certains travaux en arrivent à la conclusion que, dans le contexte médiatique du Burkina Faso par exemple, il est « *impérieux de migrer résolument vers la fusion des régulateurs des médias (CSC), des communications électroniques (ARCEP) et de la protection des données à caractère personnel (CIL)* »⁴⁶. Sur le même sujet, d'autres réflexions soutiennent que la convergence institutionnelle béninoise apparaît comme le meilleur moyen d'assurer un contrôle efficace des contenus, en partant du fait que dans le cas des sanctions extrêmes - telles que la suspension des programmes ou la fermeture des sites de diffusion - on imagine que des achoppements surviennent si l'éditeur du site refuse de céder aux injonctions du régulateur et s'il est suivi dans sa démarche par le régulateur des télécommunications. Or, c'est à l'aune des sanctions qu'elle prononce qu'il sera possible d'apprécier la capacité du régulateur à protéger les victimes des publications en cause⁴⁷.
- 52 Quant à l'Institut Panos, il indique que si dans l'ancien monde, les frontières entre infrastructures et contenus étaient délimitées, avec le phénomène de la convergence, l'agencement institutionnel ainsi que les fonctions des régulateurs des télécommunications et des médias devraient être repensés pour optimiser le système de régulation⁴⁸.
- 53 Le basculement vers une régulation convergée au Burkina Faso serait de nature à générer plus de ressources à l'instance unique et multisectorielle qui a besoin d'être économiquement et financièrement autonome pour mieux asseoir son autorité sur un paysage médiatique en mutation et en convulsion permanente⁴⁹.
- 54 En somme, l'une des préoccupations les plus importantes en matière de régulation des nouveaux médias est celle de la capacité des instances africaines à prendre en compte les défis issus de la convergence des technologies pour rejoindre la convergence juridique qui permettrait aux différents acteurs du secteur de disposer d'une réglementation homogène. Une telle approche est soutenue par le Secrétaire Général

Adjoint de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) du Bénin pour qui

« l'affrontement des paradigmes brandi par certains auteurs ne paraît pas suffisant pour justifier la frilosité à l'égard d'une convergence institutionnelle qui peut être la bonne approche face au cloisonnement institutionnel »⁵⁰.

- 55 Avec le développement du numérique, les législations et la régulation devraient rattraper leur retard sur la technologie. Aussi, sommes-nous tenté de nous interroger : la convergence institutionnelle n'induirait-elle pas un changement de paradigme dans la régulation classique ?
- 56 Les graves dérapages⁵¹ constatés dans certains écrits mettent en péril la stabilité des institutions et sapent durablement les fondements socio-politiques de certains États africains. C'est en cela que la presse doit s'approprier la promotion des valeurs démocratiques que sont la liberté de la presse, le respect des Droits de l'Homme, la lutte contre l'impunité et la corruption. De sa capacité à prendre en compte ces différentes réalités dépend sa crédibilité, car « c'est de la qualité de l'information que dépend la qualité de la démocratie. Quand la première se dégrade, la seconde ne tarde guère, elle-même, à s'abîmer »⁵².

Conclusion

- 57 Les nouveaux médias imposent de nouvelles normativités avec de nouveaux intermédiaires (sites internet, portails, fournisseurs d'accès internet, hébergeur, etc.), de nouveaux acteurs (individus, entreprises, communautés, etc.), la géolocalisation, le système de gestion par zones- pays, les pratiques commerciales. Ces normativités s'élaborent dans le droit commun (législation d'équivalence fonctionnelle), dans les réglementations spécialisées (lois audiovisuelles, lois fiscales, etc.) et dans le modèle réseau (*content player, application layer, operational layer, physical layer, relay layer*).
- 58 Cependant, la régulation devient problématique sur certains segments des nouveaux médias, car internet et les réseaux de télécommunication dépassent les frontières ; ils sont régis par des « commandes personnelles » offrant ainsi des possibilités infinies de « contournement ». Les médias classiques (télévision, radio, affichage, cinéma, presse, etc.) ont longtemps entretenu une société mécanique dont les valeurs sont enfouies dans les imaginaires traditionnels et/ ou communautaires. Mais avec l'avènement des TIC, des nouveaux médias sont apparus pour magnifier une société organique où l'individu est repositionné au centre des échanges de l'information et est re-sociabilisé selon les cadres mentaux d'une société en réseaux. Les modes de communication changent. Les postures de réflexivité se déploient de manière plus circulaire que linéaire, plus différée que directe. Du coup, les nouveaux médias semblent se constituer ainsi comme des signaux de la postmodernité.
- 59 C'est pourquoi, la migration du journalisme traditionnel vers le journalisme numérique entretient davantage le débat permanent sur la responsabilité des journalistes. Il est vrai, comme le souligne Marc-François Bernier, que l'éthique et la déontologie « ne suffisent pas à rendre un journaliste compétent, au service de l'intérêt public »⁵³, mais le respect des normes et principes édictés pour l'exercice d'une profession constituent « des conditions nécessaires ». La déontologie, ces règles que la profession se donne elle-même, « sert d'adjuvant à l'exercice, par les journalistes, de leurs responsabilités »⁵⁴.

- 60 La responsabilité du journaliste est grande du fait de son rôle social, celle du journaliste numérique l'est davantage avec l'internet, ubiquitaire et transnational. Alors, c'est par l'affirmation renouvelée des fondements, des principes éthiques et déontologiques du journalisme qu'il parviendra à clarifier les confusions qui existent entre les publications multimédias en ligne, les blogs et les flux généraux d'information. Le journaliste est soumis à une responsabilité éditoriale et une démarche professionnelle dans le traitement de l'information. A l'opposé, le blogueur ou le « journaliste citoyen » n'est soumis à aucune ligne éditoriale, dispose d'une liberté d'écriture totale et aucun rédacteur en chef ne lui rappelle les règles de base du journalisme. De ce fait, ne faudrait-il pas, sans doute, encourager une forme de journalisme constructif qui s'investit davantage dans la production de l'information positive avec comme finalité la paix sociale, et partant, le développement des États.
- 61 A terme, l'institution d'un régulateur multisectoriel ou un régulateur unique des services convergents permettrait d'assurer une meilleure réglementation aussi bien des contenus que des contenus, mais également de protéger davantage les citoyens victimes des contenus préjudiciables.

BIBLIOGRAPHIE

- Arant D. M., Anderson J. Q., « Online Media Ethics : A Survey of U.S Daily Newspaper Editors », Communication au Congrès annuel de l'Association for Education in Journalism and Mass Communication, Phoenix, août 2000. [<http://list.msu.edu/cgi-bin/wa>].
- Aw E. R., « La déontologie à l'épreuve des médias, de quelques cas en Afrique de l'ouest francophone », *Éthique publique* [En ligne], vol. 15, n° 1 | 2013, mis en ligne le 2 septembre 2013, consulté le 19 février 2016. URL : <http://ethiquepublique.revues.org/1058> ; DOI : 10.4000/ethiquepublique.1058.
- Balle F., *Médias et sociétés*, Paris, Edition Montchrestien, 14^e éd., 2009. Balle F., *Les médias*, Paris, PUF, 2009.
- Barbey F., Zio M., *Du journalisme en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 2015.
- Bernier M.-F., *Éthique et déontologie du journalisme*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2004.
- Cagé J., *Sauver les médias. Capitalisme, financement participatif et démocratie*, Paris, Éditions du Seuil/La République des idées, 2015.
- Cardon D., *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Paris, Seuil, 2010. Cardoso G., *The media in the Network Society*, Lisbonne, CIES-ISCTE, 2007. Charon J.-M., Le Floch P., *La presse en ligne*, Paris, La Découverte, 2011.
- Cornu D., *Journalisme et vérité. L'éthique de l'information au défi du changement médiatique*, Genève, Labor/Fides, 2^e éd., 2009.
- Cornu D., « Journalisme en ligne et éthique participative », *Éthique publique* [En ligne], vol. 15, n° 1 | 2013, mis en ligne le 23 août 2013, consulté le 19 février 2016. URL : <http://ethiquepublique.revues.org/1073>; DOI : 10.4000/ethiquepublique.1073.

- De Bellescize D., « Web 2.0 et journalistes : des exigences déontologiques nouvelles ? », in Le Champion R. (dir.), *Journalisme 2.0*, Paris, La Documentation française, 2012.
- Duplat D., *Liberté de la presse, responsabilité des médias, l'Afrique sur la voie de l'autorégulation*, Paris, GRET, 2002.
- Ferenczi T., *Le journalisme*, Paris, PUF, 2008.
- Frère M.-S. (dir.), *Afrique centrale, médias et conflits : vecteurs de guerre ou acteurs de paix*, Bruxelles, Complexe, GRIP, 2005.
- Frère M.-S., « Journaliste en Afrique : métier à risque et risques pour le métier », in Pomel S. (dir.), *Du risque en Afrique. Terrains et perspectives*, Paris, Karthala, 2015.
- Friend C., Singer J. B., *Online Journalism Ethics. Traditions and Transitions*, Armonk (New York)/Londres, M. E. Sharpe, 2007.
- Institut Panos, « La régulation des communications électroniques à l'heure de la convergence en Afrique de l'Ouest et du Centre », août 2005. [http://www.cipaco.org/sources/regulation_convergence_AOC.pdf], consulté le 27 janvier 2016.
- Kaboré L., *L'hétéro-régulation des médias au Burkina Faso (1995-2013) : facteurs d'influence et défis technologiques*, Thèse de Doctorat, Université de Ouagadougou, soutenue le 11 juillet 2014.
- Koné T., « Les médias dans la Côte d'Ivoire post-crise : vers une autre approche de l'information », in *Les Cahiers de l'IGRAC*, n° 8, Brazzaville, Éditions de la bibliothèque nationale du Congo, 2012.
- Lenoble-Bart A., Chéneau-Loquay A., (dir.), « Les Médias africains à l'heure du numérique », *Cahiers de Netsuds*, vol. 5, 2010.
- Mercier A., Pignard-Cheyne N., « Mutations du journalisme à l'ère du numérique : un état des travaux », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 5 | 2014, mis en ligne le 17 juillet 2014, consulté le 19 février 2016. URL : <http://rfsic.revues.org/1097>.
- Newman N., Dutton W., Blank G., « Socialmedia in the changing ecology of news production and consumption : the case in Britain », Working paper prepared for the Annual Conference of the International Communication Association, Boston, May 2011. DOI : 10.2139/ssrn.18266472011.
- Pélissier N., Diallo M. D., « Le journalisme à l'épreuve des dispositifs socionumériques d'information et de communication », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 6 | 2015, mis en ligne le 3 février 2015, consulté le 19 février 2016. URL : <http://rfsic.revues.org/1449>.
- Peraya D., « La formation à distance : un dispositif de formation et de communication médiatisées. Une approche des processus de médiatisation et de médiation », *TICE et développement*, 2005. [en ligne] <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:17647>, consulté le 20 janvier 2016.
- Pisani F., Piotet D., *Comment le Web change le monde. L'alchimie des multitudes*, Paris, Pearson- Village mondial, 2008.
- Ramonet I., « Pour une information libre », *Le Monde Diplomatique*, novembre 1996.
- Ramonet I., *L'Explosion du journalisme. Des médias de masse à la masse de médias*, Paris, Editions Galilée, 2011.
- Regan T., « Technology is Changing Journalism Just as it always has », *Nieman Reports*, vol. 54, n° 4, hiver 2000.

Rosentiel T., Purcell K., Rainie L., Mitchell A., Olmstead K., « Understanding the participatory news consumer : how Internet and cell phone users have turned news into a social experience », Washington, Pew Research Centre, 2010.

Samb M., « Médias, pluralisme et organes de régulation en Afrique de l'Ouest », *Revue africaine des médias*, Volume 16, n° 2, 2008.

Teiga M. B., « Bénin : évolution des médias et nouvelles formes de journalisme », in Le Champion R., (dir.), *Journalisme 2.0*, Paris, La Documentation française, 2012.

Zio M., *L'OLPED, pionnier de l'autorégulation des médias en Afrique*, Saint Etienne, Gret, 2001.

Zio M., « L'OLPED : un tribunal moral voulu par les professionnels », in DAN, M., A. (dir.), *L'autorégulation face au défi de la liberté de la presse*, Abidjan, SNPECI (SII), 2004.

NOTES

1. Charon J.-M., Le Floch P., *Lapresse en ligne*, Paris, La Découverte, 2011.
2. Lenoble-Bart A., Chéneau-Loquay A., (dir.), « Les médias africains à l'heure du numérique », *Cahiers de Netsuds*, vol. 5, 2010.
3. Barbey F., Zio M., *Du journalisme en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 2015.
4. Frère M.-S. (dir.), *Afrique centrale, médias et conflits : vecteurs de guerre ou acteurs de paix*, Bruxelles, Complexe, GRIP, 2005, p. 299-316.
5. Barbey F., Zio M., *Du journalisme en Côte d'Ivoire*, Op. Cit., p. 15.
6. Bernier M.-F., *Ethique et déontologie du journalisme*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2004.
7. Mercier A., Pignard-Cheynel N., « Mutations du journalisme à l'ère du numérique : un état des travaux », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 5 | 2014, mis en ligne le 17 juillet 2014, consulté le 19 février 2016. URL : <http://rfsic.revues.org/1097>.
8. Samb M., « Médias, pluralisme et organes de régulation en Afrique de l'Ouest », *Revue africaine des médias*, Volume 16, n°2, 2008, p. 106.
9. Entretien, Cotonou, décembre 2015.
- 10.
11. Zio M., *L'OLPED, pionnier de l'autorégulation des médias en Afrique*, Saint Etienne, Gret, 2001, p. 13.
12. De Bellescize D., « Web 2.0 et journalistes : des exigences déontologiques nouvelles ? », in Le Champion R. (dir.), *Journalisme 2.0*, Paris, La Documentation française, 2012, pp. 233-243.
13. Zio M., « L'OLPED : un tribunal moral voulu par les professionnels », in Dan M., A. (dir.), *L'autorégulation face au défi de la liberté de la presse*, Abidjan, SNPECI (SII), 2004, p. 20.
14. Aw E. R., « La déontologie à l'épreuve des médias, de quelques cas en Afrique de l'ouest francophone », *Éthique publique* [En ligne], vol. 15, n°1 | 2013, mis en ligne le 02 septembre 2013, consulté le 19 février 2016. URL : <https://journals.openedition.org/ethiquepublique/1058DOI : 10.4000/ethiquepublique.1058>.
15. Samb M., « Médias, pluralisme, organes de régulation en Afrique de l'Ouest », Op. Cit., p. 121.
16. Duplat D., *Liberté de la presse, responsabilité des médias, l'Afrique sur la voie de l'autorégulation*, Paris, GRET, 2002.
17. Frère M.-S., « Journaliste en Afrique : métier à risque et risques pour le métier », in Pomel S. (dir.), *Du risque en Afrique. Terrains et perspectives*, Paris, Karthala, 2015, p. 144.
18. Voir Pisani F., Piotet D., *Comment le Web change le monde. L'alchimie des multitudes*, Paris, Pearson-Village mondial, 2008.
19. Cité par Ramonet I., *L'Explosion du journalisme. Des médias de masse à la masse de médias*, Paris, Éditions Galilée, 2011, p. 11.

20. Cardoso G., *The media in the Network Society*, Lisbonne, CIES-ISCTE, 2007, p. 123-124.
21. Peraya D., « La formation à distance : un dispositif de formation et de communication médiatisées. Une approche des processus de médiatisation et de médiation », *TICE et développement*, 2005. [en ligne] <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:17647>, consulté le 20 janvier 2016.
22. Balle F., *Médias et sociétés*, Paris, Edition Montchrestien, 14e éd., 2009, p. 20.
23. Péliissier N., Diallo M. D., « Le journalisme à l'épreuve des dispositifs socionumériques d'information et de communication », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 6 | 2015, mis en ligne le 3 février 2015, consulté le 19 février 2016. URL : <http://rfsic.revues.org/1449>.
24. Kaboré L., *L'hétéro-régulation des médias au Burkina Faso (1995-2013) : facteurs d'influence et défis technologiques*, Thèse de Doctorat, Université de Ouagadougou, soutenue le 11 juillet 2014.
25. Teiga M. B., « Bénin : évolution des médias et nouvelles formes de journalisme », in Le Champion R., *Op. Cit.*, p. 187.
26. <http://greateventtv.com>, consulté le 7 février 2016.
27. *Ibidem*.
28. Lesenegalais.net, 17 janvier 2013, consulté le 7 février 2016.
29. Cette rencontre s'est tenue du 13 au 15 octobre 2014 à Saly Hôtel et réunissait des professionnels de la presse en ligne du Sénégal, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, de la Mauritanie et du Togo. Les ateliers organisés ont mené des réflexions autour des points suivants : cadre de régulation, charte éthique et déontologique, modèle économique.
30. Rosentiel T., Purcell K., Rainie L., Mitchell A., Olmstead K., *Understanding the participatory news consumer: how internet and cell phone users have turned news into a social experience*, Washington, Pew Research Centre, 2010.
31. Newman N., Dutton W., Blank G., « Social media in the changing ecology of news production and consumption: the case in Britain » Working paper prepared for the Annual Conference of the International Communication Association, Boston, May 2011. DOI: 10.2139/ssrn.18266472011.
32. De Bellescize D., « Web 2.0 et journalistes : des exigences déontologiques nouvelles ? », *Op. Cit.*, p. 240.
33. Cornu D., « Journalisme en ligne et éthique participative », *Éthique publique* [En ligne], vol. 15, n°1 | 2013, mis en ligne le 23 août 2013, consulté le 19 février 2016. URL : <http://ethiquepublique.revues.org/1073> ; DOI : 10.4000/ethiquepublique.1073.
34. Friend C., Singer J. B., *Online Journalism Ethics. Traditions and Transitions*, Armonk (New York)/Londres, M. E. Sharpe, 2007, p. 45.
35. Cornu D., *Journalisme et vérité. L'éthique de l'information au défi du changement médiatique*, Genève, Labor/Fides, 2e éd., 2009.
36. <http://mamadoundiaye.over-blog.com/>, consulté le 8 décembre 2015.
37. *Ibidem*.
38. Cagé J., *Sauver les médias. Capitalisme, financement participatif et démocratie*, Paris, Éditions du Seuil/La République des idées, 2015, p. 37.
39. Cornu D., *Journalisme et vérité. L'éthique de l'information au défi du changement médiatique*, *Op. Cit.*
40. Cardon D., *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Paris, Seuil, 2010, p. 36.
41. Ramonet I., *L'explosion du journalisme. Des médias de masse à la masse des médias*, *Op. Cit.*, p. 79-80.
42. *Ibidem*.
43. Ferenczi T., *Le journalisme*, Paris, PUF, 2008, p. 124.
44. Regan T., « Technology is Changing Journalism Just as it always has », *Nieman Reports*, vol. 54, n° 4, hiver 2000, p. 6.

45. Arant D. M., Anderson J. Q., « Online Media Ethics: A Survey of U.S Daily Newspaper Editors », Communication au Congrès annuel de l'Association for Education in Journalism and Mass Communication, Phoenix, août 2000. [<http://list.msu.edu/cgi-bin/wa>].
46. Kaboré L., *L'hétéro-régulation des médias au Burkina Faso (1995- 2013) : facteurs d'influence et défis technologiques*, Op. Cit., p. 263.
47. Entretien, Cotonou, décembre 2015.
48. Institut Panos, « La régulation des communications électroniques à l'heure de la convergence en Afrique de l'Ouest et du Centre », aout 2005. [<http://osiris.sn/+Regulation-des-communications,1443+.html>], consulté le 27 janvier 2016.
49. Kaboré L., *L'hétéro-régulation des médias au Burkina Faso (1995-2013) : facteurs d'influence et défis technologiques*, Op. Cit., p. 267.
50. Entretien, Cotonou, décembre 2015.
51. Koné T., « Les médias dans la Côte d'Ivoire post-crise : vers une autre approche de l'information », in *Les Cahiers de l'IGRAC*, n°8, Brazzaville, Éditions de la bibliothèque nationale du Congo, 2012, p. 111-128. Par ailleurs, la table ronde des forces politiques ivoiriennes réunie à Linas-Marcoussis du 15 au 23 janvier 2002 a « condamné les incitations à la haine et à la xénophobie qui ont été propagées par certains médias », peut-on lire au chapitre V des Accords. A titre d'exemple, certains titres ont longtemps appelé à la guerre civile : *Le Libéral* du 16 juillet 1999 « BEDIE veut la guerre civile pour l'an 2000 », *Le Jour* du 13 septembre 1999 « Si BEDIE veut la guerre, nous sommes prêts », *L'Opinion* du 1er décembre 1999 « Cette guerre aura lieu », *La Voie* du 4 septembre 1998 « Réforme constitutionnelle : la guerre civile est évidente et imminente en Côte d'Ivoire ». Les médias ont préparé les esprits à l'éclatement des crises successives que le pays a connues (coup d'État de 1999, rébellion armée et partition du pays en septembre 2002, etc.).
52. Ramonet I., « Pour une information libre », *Le Monde Diplomatique*, novembre 1996, p. 29.
53. Bernier M.-F., *Éthique et déontologie du journalisme*, Op. Cit. p. 378.
54. Balle F., *Les médias*, Paris, PUF, 2009, p. 92.

RÉSUMÉS

Les sociétés africaines connaissent depuis le début du XXI^e siècle des transformations portées par les technologies de l'information et le numérique. Avec l'essor des nouveaux médias, se développe un journalisme numérique en Afrique, notamment en Afrique de l'Ouest francophone, qui souvent, ne respecte pas les normes et les pratiques professionnelles. Ce qui vient poser avec acuité la question de leur liberté ajustée à leur responsabilité sociale dans un secteur encore fragile, mais où les risques d'excès sont bien réels du fait de la spécificité du support. Dès lors, notre démarche tente de saisir le rapport des mécanismes de régulation et l'offre éditoriale des sites d'informations numériques, avec pour finalité la qualité des contenus. Ce texte vise, dans une perspective de constructivisme social, à évaluer l'impact des évolutions technologiques sur l'information, à inciter les journalistes numériques à adhérer à un corpus de valeurs et de règles pour guider leur pratique quotidienne, et à susciter l'institution de mécanismes de régulation efficace des nouveaux médias.

African societies are experiencing since the beginning of the 21st century transformations brought by information technology and digital. With the rise of new media, it is developing a

digital journalism in Africa, particularly in Francophone West Africa, which often does not respect the standards and professional practices. What comes pose acutely the question of freedom adjusted to their social responsibility in a fragile sector, but where excess risks are real because of the specificity of the medium. Therefore, our approach attempts to capture the ratio of regulatory mechanisms and the editorial offers digital information sites with the aim of quality content. This text is, therefore, within a perspective of social constructivism, to assess the impact of technological developments on information, to encourage digital journalists to adhere to a set of values and rules to guide their daily practice, and stimulate the establishment of effective mechanisms of regulation of new media.

Las sociedades africanas están experimentando desde el comienzo de las transformaciones del siglo

21 traídos por la tecnología de la información y digital. Con el surgimiento de los nuevos medios, se está desarrollando un periodismo digital en África, en particular en África Occidental Francófona, que a menudo no respeta las normas y prácticas profesionales. Lo que viene plantean de forma aguda la cuestión de la libertad ajustado a su responsabilidad social en un sector frágil, pero donde el exceso de riesgos son reales debido a la especificidad del medio. Por lo tanto, nuestro enfoque intenta captar la relación entre los mecanismos de regulación y el editorial ofrece sitios de información digital con el objetivo de contenidos de calidad. Este texto es, por lo tanto, dentro de una perspectiva del constructivismo social, para evaluar el impacto de los avances tecnológicos en la información, para animar a los periodistas digitales para adherirse a un conjunto de valores y normas para guiar su práctica diaria, y estimular el establecimiento de mecanismos eficaces de regulación de los nuevos medios de comunicación.

INDEX

Keywords : Control, media, digital, Internet, ethics

Mots-clés : Régulation, médias, numériques, Internet, déontologie

Palabras claves : Control, medios, digital, Internet, la ética

AUTEUR

TAHIROU KONE

Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire